

Gironde

Achat Or Bordeaux
ACHAT VENTE Or et ARGENT

Vous voulez diversifier vos placements et vous assurer une épargne ?

VILLENAVE
 51, ROUTE DE LÉGNAN
 05 56 64 13 80

EYSINES
 114, AVENUE DU MÉDOC
 05 56 99 04 46

Renseignez-vous auprès de nos experts en boutique.
 Achats interdits aux mineurs. Présentation d'une pièce d'identité obligatoire. Paiement par chèque selon la loi en vigueur.

www.achat-or-bordeaux.fr

ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

« Nos enfants restent dans leur lit jusqu'à midi faute de soin »

Les dégâts collatéraux de la crise Covid n'en finissent pas. Aujourd'hui, ils touchent l'accompagnement des personnes en situation de handicap dans les établissements médico-sociaux. En Gironde, les familles et les associations se disent lâchées par les pouvoirs publics

Isabelle Castéra
 i.castera@sudouest.fr

Catherine, mère de Thibault 27 ans, polyhandicapé et Céline, mère d'Iлона, 24 ans, polyhandicapée. Si elles témoignent aujourd'hui, c'est pour dénoncer une situation humainement scandaleuse. « Depuis plus d'un an, le milieu de l'accompagnement des handicapés se dégrade. Nos enfants restent dans leur lit, faute de soin, jusqu'à midi, ils dînent à 18 heures et sont couchés en suivant. Ils n'ont plus d'activités, plus de sorties. Rien en dehors du minimum vital. »

Et encore. La maison d'accueil spécialisé (MAS) Le Junca, à Villenave-d'Ornon, se désole du décès prématuré et évitable de trois de ses résidents, cet automne. « Manque de soins, manque de personnel on renvoie les enfants dans leur famille. Mais parfois, les parents ont 80 ans et plus. Le travail qu'exigent les personnes hautement handicapées n'est plus à leur portée. Ou alors on envoie les résidents les plus fragiles à l'hôpital, où le séjour va coûter à la société trois fois plus cher. L'hôpital n'est pas fait pour ça », ajoute Chantal Gonzalez-Laymand, présidente de l'association AGIMC (Association girondine des infirmes moteurs cérébraux).

« Dans le mur »

Hier, 22 associations de handicapés qui emploient 7 000 salariés pour 25 000 usagers et leurs familles ont fait entendre leur voix en Gironde, pour dénoncer la fuite des soignants, vers les hôpitaux publics, les Ehpad, mieux rémunérés depuis la crise Covid et le Ségur de la santé. Hier, un collectif a envoyé



Catherine est allée retrouver son fils Thibault à la MAS Le Junca de Villenave d'Ornon pour le repas du midi. THIERRY DAVID / « SUD OUEST »

une lettre à Jean Castex, Premier ministre : « Si les rémunérations du secteur public ont été revalorisées, et nous ne pouvons que nous en féliciter, cela n'a pas été le cas dans le secteur médico-social privé à but non lucratif, alors même que les professionnels de notre secteur ont été autant impactés et sollicités pendant la crise Covid. Le secteur médico-social n'est clairement plus attractif, en raison notamment des rémunérations trop basses, et nous assistons dorénavant à une véritable hémorragie de nos ressources et de nos compétences. »

Pour exemple, le MAS Le Junca a vu baisser le nombre de son personnel de 50 % en une année.

Julien Bernet, directeur général de l'AGIMC évoque une situation tellement critique que la perspective de fermeture de certains établissements doit être

« Au MAS Le Junca, quatre personnes ont été hospitalisées durant l'été, trois sont mortes »

envisagée : « Au MAS Le Junca, quatre personnes ont été hospitalisées durant l'été, trois sont mortes, ce qui est terrible pour les familles. Pour nous aussi. Faute de soins adaptés, il y a des

escarres alors que nous n'en voyions plus, des syndromes de glissement, parce qu'en dehors des gestes de première nécessité rien n'est fait. Nous voulions pour eux, une vie la plus digne possible. Nous sommes dans le mur ! »

Les mères prennent le relais

De fait, nombre de professionnels ont quitté le navire, démissionné pour aller vers les Ehpad ou les hôpitaux publics. « Les infirmières ont là-bas des salaires de 600 à 1 000 euros de plus par mois », assure le collectif qui manifestait hier, exigeant que le gouvernement prenne une mesure à la hauteur des enjeux. Ils espèrent la généralisation des

mesures du Ségur de la santé à tous les professionnels du champ du handicap avec « une revalorisation salariale forte, immédiate, inconditionnelle et rétroactive, identique à celle octroyée aux autres secteurs ». « Revenir attractifs », martèlent-ils.

Céline, la mère d'Iлона raconte qu'elle vient chercher sa fille désormais plusieurs fois par semaine « pour compenser ». « Et je la répare, je multiplie les soins. » Catherine regrette de ne plus entendre son fils Thibault au téléphone, deux soirs par semaine, comme elle l'a toujours fait. « Il n'y a plus personne pour s'en occuper, lui tenir le téléphone... Quand on le prend le week-end, il s'accroche à nous comme jamais, on sent une détresse. Il ne dort plus, il est très demandeur de sorties, d'activités. On voit bien qu'il souffre et il n'a pas les moyens de l'exprimer. Aujourd'hui, il n'est pas question de remettre en cause les équipes de terrain, elles font un travail formidable, s'y épuisent. On leur doit tout, on milite pour qu'elles soient mieux rémunérées. »

Selon les responsables des 22 associations qui étaient présentes hier pour manifester, les personnes handicapées les plus vulnérables sont aussi les plus à risque de basculer. « La dignité des handicapés est mise à mal, et leur vie est désormais en danger », a déploré Georges Dupon-Lahitte, président de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (Apajh) Gironde, qui admet avoir reçu un soutien au cours de l'été par l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine. « Cela a été insuffisant quand même. Nous regrettons l'absence totale de réaction des autorités. »

6H-10H ÉCOUTEZ LE RÉVEIL DE LA GIRONDE ET PARTEZ AU

FUTUROSCOPE

GOLD FM
 BORDEAUX 103.3

www.goldfm.fr
 103.3 FM

dab+ futuroscope

OBJECTIF MARS